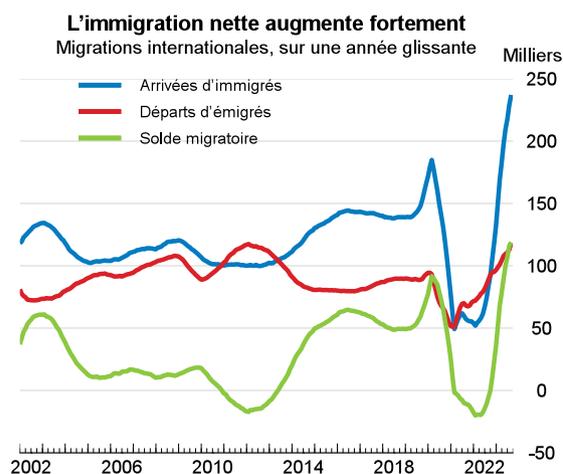
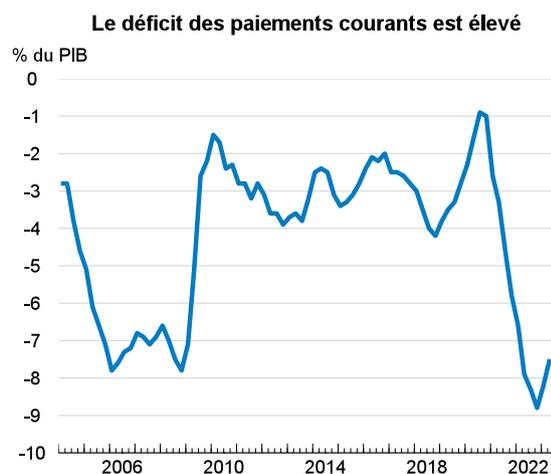


Nouvelle-Zélande

La croissance du PIB réel devrait tomber à 1.3 % en 2024, avant de rebondir à 1.9 % en 2025. La hausse des taux d'intérêt pèse sur la consommation et l'investissement immobilier, tandis que le ralentissement de la croissance mondiale limite les arrivées de touristes étrangers en Nouvelle-Zélande et réduit le prix des exportations de matières premières. La forte immigration nette devrait porter la croissance globale. De nombreux immigrants sont en âge de travailler, et la croissance de la population active a été forte, atténuant les tensions sur le marché du travail. Néanmoins, la croissance de l'emploi est récemment devenue négative et le taux de chômage augmente.

Compte tenu du ralentissement de la croissance et de la diminution des tensions observées sur le marché du travail, l'inflation devrait tomber à 3.5 % en 2024, puis à 2.5 % en 2025 si la politique monétaire reste restrictive pendant une période prolongée. Il importe que les autorités inscrivent les finances publiques sur une trajectoire d'assainissement modéré pour réduire l'inflation et préserver la crédibilité de la politique budgétaire. Il est essentiel de mettre en œuvre des réformes visant à renforcer la concurrence ainsi qu'à améliorer l'offre de main-d'œuvre, de compétences et de logements, pour remédier aux déséquilibres de l'économie et pour augmenter durablement la productivité et la croissance.

Nouvelle-Zélande



Source : Office statistique de Nouvelle-Zélande (*Statistics New Zealand*).

StatLink  <https://stat.link/7wbk9z>

Nouvelle-Zélande : Demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants milliards de NZD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009/2010)				
Nouvelle-Zélande						
PIB aux prix du marché	323.0	6.1	2.3	1.6	1.3	1.9
Consommation privée	182.5	7.4	3.2	1.9	0.9	1.7
Consommation publique	65.3	8.2	4.6	-0.3	1.0	0.0
Formation brute de capital fixe	73.7	12.3	4.1	1.6	-2.4	1.8
Demande intérieure finale	321.5	8.7	3.7	1.4	0.1	1.4
Variation des stocks ¹	- 1.9	1.4	-0.3	-2.1	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	319.6	10.1	3.4	-0.6	-0.2	1.4
Exportations de biens et services	77.5	-2.7	-0.2	9.4	4.1	2.8
Importations de biens et services	74.1	14.8	4.7	0.6	-1.2	1.6
Exportations nettes ¹	3.3	-4.0	-1.2	2.1	1.3	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.0	5.5	5.8	3.4	2.2
Indice des prix à la consommation	—	3.9	7.2	5.8	3.5	2.5
IPC sous-jacent ²	—	3.7	6.0	5.8	3.6	2.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.8	3.3	3.8	4.9	4.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	8.7	1.1	-2.4	-3.0	-3.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-6.0	-2.8	-2.9	-3.2	-2.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	48.5	53.0	54.9	57.5	59.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-5.7	-8.5	-6.7	-5.6	-5.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données STEP de l'OCDE, n° 114.

StatLink  <https://stat.link/41exh2>

La forte immigration nette modère le ralentissement de l'activité

Le durcissement de la politique monétaire a ralenti le marché de l'immobilier d'habitation et contribué à un recul de la construction de logements, qui s'est contractée de la fin de 2022 à la mi-2023. En outre, l'atonie de la demande chinoise d'exportations de matières premières tire vers le bas les prix, la valeur des exportations et les revenus des agriculteurs. Néanmoins, le ralentissement est atténué par l'augmentation rapide du solde migratoire, qui a dépassé 118 000 (soit 2.3 % de la population), ce qui contribue à soutenir la consommation. Cette poussée migratoire est probablement imputable à un rattrapage temporaire de la demande d'immigration en Nouvelle-Zélande, consécutif à la levée de la plupart des contrôles aux frontières liés au COVID-19 à la fin de juillet 2022, mais elle tient aussi à un assouplissement plus durable des régimes de visa de travail à la fin de 2022. Le redressement rapide des arrivées de touristes internationaux, hormis en provenance de Chine, a également contribué à limiter le ralentissement. L'emploi a augmenté jusqu'à la mi-2023, les employeurs ayant pourvu de nombreux postes vacants en partie grâce aux arrivées d'immigrés, mais il a reculé de 0.2 % au troisième trimestre de 2023. Compte tenu du ralentissement de l'activité, l'inflation mesurée par les prix à la consommation est tombée d'un pic de 7.3 % à 5.6 % au troisième trimestre de 2023.

La politique monétaire a été durcie avant la politique budgétaire

La Banque de réserve de Nouvelle-Zélande (RBNZ, *Reserve Bank of New Zealand*) devra continuer à mener une politique monétaire restrictive tout au long de 2024, notamment en raison de la viscosité de l'inflation sous-jacente, du caractère très progressif de l'assainissement budgétaire, et du fait que la forte croissance de la population, alimentée par l'immigration nette, ravivera probablement les tensions sur le marché du logement, ce qui ralentira la décrue de l'inflation. Le taux officiel de l'argent au jour le jour devrait rester constant à 5.5 % jusqu'à la fin de 2024, puis être abaissé progressivement à 4.25 % d'ici à la fin de 2025, tandis que l'inflation se rapprochera du milieu de la fourchette de 1-3 % retenue comme objectif par la RBNZ.

Ces perspectives reposent sur l'hypothèse technique selon laquelle la politique budgétaire sera conforme à la trajectoire de dépenses décrite dans le rapport préélectoral sur la situation économique et budgétaire publié en septembre 2023 par le précédent gouvernement. De 2023 à 2025, le déficit global devrait rester constant aux alentours de 3 % du PIB. Toutefois, dans la mesure où le volant de ressources inemployées dans l'économie s'accroîtra, l'orientation de la politique budgétaire sera légèrement restrictive, le solde primaire sous-jacent augmentant d'environ ½ point de PIB par an entre 2023 et 2025.

La croissance économique devrait être modérée

La croissance économique devrait être de 1.3 % en 2024, mais se hisser à 1.9 % en 2025, la désinflation contribuant à une progression modeste du revenu réel des ménages et de la consommation. La pénurie croissante de logements et la hausse des prix de l'immobilier d'habitation devraient stimuler la construction de logements, tandis que l'accélération de la croissance de la Chine et d'autres partenaires commerciaux essentiels de la Nouvelle-Zélande contribuera à renforcer les exportations. L'inflation devrait continuer de refluer peu à peu compte tenu de la dissipation des tensions sur les chaînes d'approvisionnement, du fléchissement de la demande, de la montée du chômage et d'augmentations plus modérées des salaires nominaux. Les risques qui entourent ces projections sont équilibrés. Les conditions propices au phénomène El Niño sont réunies dans l'océan Pacifique, ce qui présente un risque de forte sécheresse lors du prochain été en Nouvelle-Zélande, qui nuirait à la production et aux exportations agricoles et horticoles. À l'inverse, une croissance forte du tourisme pourrait se traduire par un redressement plus vigoureux de l'activité tiré par les exportations.

Une meilleure coordination de l'action publique est nécessaire pour rétablir la stabilité macroéconomique.

Bien qu'il se soit réduit, le déficit des paiements courants néo-zélandais a atteint un niveau intenable, puisqu'il représentait 7.5 % du PIB au cours de l'année qui s'est achevée en juin 2023. L'ampleur de ce déficit, de même que l'inflation élevée, indique qu'un excédent de demande considérable s'est formé. Pendant une bonne partie de l'année 2023, la charge de la réduction de l'inflation a pesé de manière excessive sur la politique monétaire, ce qui s'est traduit par des taux d'intérêt plus élevés et une appréciation du taux de change plus marquée que si tel n'avait pas été le cas, entraînant un ralentissement de la croissance des exportations et du rééquilibrage de l'économie. Le déficit budgétaire contribue à ce déséquilibre. L'assainissement budgétaire a été émaillé de mauvaises surprises, qui ont notamment pris la forme de tensions accrues sur les coûts, du projet de loi sur les dégâts causés par les tempêtes et les cyclones, et de dérapages des dépenses. Par deux fois, le gouvernement précédent a reporté d'un an la réalisation de son objectif de retour à un excédent budgétaire, malgré une hausse de près de 3 points de PIB des dépenses de santé et de retraite liées au vieillissement démographique attendue à l'horizon 2040. En outre, les effets bénéfiques désinflationnistes de la réduction des pénuries de

main-d'œuvre sont amoindris par les tensions créées sur le marché du logement par le fait que les postes vacants sont pourvus dans une forte proportion par des immigrants. Il faut que les politiques budgétaire et structurelles contribuent à faire reculer l'inflation et à réduire les déséquilibres en favorisant une augmentation de la population active résidente et de l'offre de logements, plutôt qu'en alimentant la demande au moyen d'allègements fiscaux ou d'autres formes de subventions non ciblées.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/7a5f73ce-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Nouvelle-Zélande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/5575b63b-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.